

Bulletin d'information

Volume 13, numéro 1
Juin 2003

RQCF

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CHERCHEUSES FÉMINISTES

SOMMAIRE

Mot de la présidente.....	2
Retour sur la journée d'étude du 29 mars « Femmes et recherche - De la précarité à la permanence en passant par la marginalité »	3 et 6
Présentation de la bibliothèque virtuelle et de la « Collection F » du CDÉACF.....	7
Compte rendu de l'un des colloques féministes de l'ACFAS	9
À propos du colloque international d'avril dernier « L'accès des femmes à l'économie à l'heure de l'intégration des Amériques : quelle économie »	11
Le 30 ^e anniversaire du CSF : un franc succès!	12
Une invitation au colloque « Questions d'équité en éducation et formation ».....	14
Nouvelles parutions	15
Avis de recherche – petit appel à toutes!	17
Un regroupement de jeunes féministes voit le jour	18
Formulaire d'inscription pour le renouvellement de votre adhésion au RQCF.....	19

Équipe de réalisation du bulletin :

Claudie Solar, Micheline Beauregard et France Bolduc

Membres du Conseil d'administration du RQCF :

Présidente :	Claudie Solar	
Trésorière :	Micheline Beauregard	
Conseillères :	Amel Belhassen Maâloui	Chantal Doré
	Betty Guedj	Rose-Marie Lèbe
	Marie-José Nadal	Amantina Osorio
	Maud Pontel	Michèle Vatz Laaroussi

Équipe de la Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes :

Pierrette Bouchard, titulaire (418) 656-3750
Micheline Beauregard, adjointe (418) 656-2693
France Bolduc, secrétariat (418) 656-2922
Local 1475, Pavillon Charles-De Koninck
Université Laval, G1K 7P4
Numéro de télécopieur : (418) 656-3266
Courrier électronique : cecfu@fse.ulaval.ca,
page web : <http://www.fss.ulaval.ca/lef/>

MOT DE LA PRÉSIDENTE

Chères collègues,

Le 29 mars 2003 a été un des moments forts de l'année 2002-2003. Une trentaine de membres, et non-membres, se sont réunies pour discuter de la réalité et du vécu des chercheuses et de la recherche féministe lors de la journée d'étude **Femmes et recherche : De la précarité à la permanence en passant par la marginalité**. L'atmosphère, les échanges et la qualité des interventions ont assuré le succès de cette rencontre qui avait lieu dans la Maison Parent-Roback, une occasion pour plusieurs de connaître cette Maison et en découvrir l'historicité autour du repas et du cocktail que toutes ont appréciés. Il en sera question dans ce bulletin : Nicole Brais et Chantal Doré nous livrent leurs impressions de la rencontre et en détaillent le contenu.

Ce jour-là a eu lieu également l'Assemblée générale annuelle. Marie-José Nadal et moi-même avons été reconduites dans nos **mandats** respectifs tandis que nous avons accueilli deux nouvelles conseillères, Rose-Marie Lèbe, de l'Université de Montréal, et Maud Pontel, de l'UQAM. Nous souhaitons une bonne poursuite à Naïma Bendris et Julia Thibeault qui nous ont quittées : l'une pour se vouer entièrement à sa thèse et l'autre à ses stages en Amérique du Sud.

Lors de cette même assemblée générale nous avons **modifié** nos règlements afin d'assurer un meilleur roulement au sein du CA et éviter que la moitié des membres soient en renouvellement chaque année. Il va sans dire qu'un certain manque de continuité s'ensuivait.

Nous avons aussi adopté un nouveau **logo** : nous espérons que vous l'aimerez. Il figure en page couverture de ce bulletin et a remporté une belle unanimité lors de son adoption à l'AG. J'en suis d'autant plus fière qu'il a été conçu par Guillaume Solar-Pelletier.

Dans ce bulletin, vous trouverez donc des textes et des informations sur :

- la Journée d'étude du RQCF du 29 mars;
- l'un des colloques féministes qui se sont tenus à l'Acfas;
- la dernière rencontre sur les femmes et la nouvelle économie mondialisée;
- le 30^{ème} anniversaire du Conseil du statut de la femme;
- le colloque **Questions d'équité en éducation et formation** qui se tiendra les 21 et 22 août 2003 à l'Université de Montréal;
- les publications de nos membres;
- un avis de recherche sur les nouvelles professeures féministes.

Sur ce dernier point, je vous invite particulièrement à répondre à cet **avis de recherche** de Micheline Beauregard et de le faire suivre dans vos réseaux. Les universités et les organisations sont en renouvellement de leur corps professoral et de leur bassin de chercheuses : le RQCF aussi. Il a besoin de votre appui dans cette démarche.

Enfin, nous vous convions à **renouveler** votre membership, si ce n'est déjà fait. Sans vous le réseau n'existe pas.

Le présent bulletin ouvre le temps de l'été et sans doute des vacances. Voici donc une lecture qui devrait se faire dans le plaisir.

Claudie Solar
Présidente

Retour sur la journée d'étude du 29 mars

« Femmes et recherche - De la précarité à la permanence en passant par la marginalité »

Par Nicole Brais, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, Université Laval

Le 29 mars dernier, le Réseau organisait une journée d'étude qui réunissait une trentaine de chercheuses du milieu communautaire, de la fonction publique, des universités et d'origines culturelles diverses. Selon une formule des plus conviviales, dans le décor sympathique de la Maison Parent-Roback, cinq femmes ont été invitées à lancer le débat, essentiellement à partir de leur expérience et de leur lecture personnelle des enjeux touchant la recherche féministe et, plus particulièrement, les (jeunes) chercheuses qui s'y consacrent. Naïma Bendris, Michèle Charpentier, Nadine Goudreault, Anita Caron et moi-même prenions part au panel de l'avant-midi, tandis qu'Amantina Osorio, Amel Maâlaoui, Chantal Doré, Betty Guedj, Marie-José Nadal et Micheline Beauregard ont contribué à la synthèse des discussions. La journée était coordonnée et animée par Claudie Solar... et alimentée par sa famille qui nous a cuisiné un excellent buffet.

Sous le thème général du contexte de travail des chercheuses féministes, la journée d'étude voulait provoquer une réflexion sur la place et le statut des chercheuses, la sécurité d'emploi, les savoirs et les réseaux. Dans les quelques paragraphes qui suivent, je vous transmets ce que j'ai retenu de ces échanges fructueux.

Des parcours ancrés

Issues des sciences sociales, les participantes au panel avaient toutes en commun des parcours académiques fortement ancrés dans leur expérience de vie et marqués par des ruptures en raison notamment de passages sur le marché du travail ou de maternités : une expérience professionnelle a motivé un retour aux études dans un objectif d'approfondissement théorique à partir d'une expérience pratique; une expérience personnelle a orienté le choix d'un sujet de recherche; ou encore, des circonstances personnelles, telle une séparation, ont bousculé le projet académique et rendu les conditions de sa poursuite nettement plus difficiles. La « rencontre » avec la perspective féministe s'inscrit également dans ces histoires personnelles.

Des précarités multiples

Bien que toutes les panelistes aient fait amplement état des conditions de précarité dans lesquelles elles exercent leur métier de chercheuse – à l'exception d'Anita Caron, chercheuse oh combien active, mais officiellement à la retraite – force est de constater que toutes ne sont pas égales devant la précarité. En effet, le témoignage de Naïma Bendris, appuyé par les résultats d'une récente recherche exploratoire auprès de chercheuses issues des minorités culturelles,

laisse voir que des barrières structurelles rendent encore plus difficile l'intégration de ces femmes au réseau de la recherche : accès limité aux programmes de bourses, reconnaissance insuffisante des diplômés étrangers, etc. Plusieurs participantes ont relayé les propos de Naïma et il semble plus que nécessaire de poursuivre la réflexion amorcée au sein du Réseau, lequel a appuyé la recherche exploratoire. La reconnaissance des acquis, dans le cas de ces chercheuses, constitue un enjeu crucial.

Par ailleurs, si le travail d'étudiante ou de travailleuse autonome offre une liberté de pensée appréciable et appréciée, les revenus sont souvent insuffisants pour pouvoir jouir complètement de ce statut particulier. Quand les chercheuses peuvent s'appuyer sur un deuxième revenu, celui d'un conjoint ou d'une conjointe, leur sort est meilleur que celui des chercheuses qui vivent seules ou font face à une séparation. La vulnérabilité plus grande de ces dernières sur le plan financier les oblige parfois à accepter des contrats moins intéressants et menace, dans certains cas, la poursuite du projet académique.

Enfin, il ne fait aucun doute que les chercheuses, de plus en plus nombreuses, semble-t-il, qui exercent leur profession en marge des réseaux publics (universités et fonction publique) n'ont pas accès aux subventions de recherche et dépendent grandement de la capacité des organismes qui les contractent à obtenir des fonds pour des projets de recherche. Quand on sait que les groupes de femmes ont de la difficulté à obtenir des fonds suffisants pour assurer leur fonctionnement, on se doute du défi que représente l'obtention de budgets pour faire de la recherche!

Des chercheuses indisciplinées!

Certaines participantes sont restées sur leur faim quant à la question des savoirs. Sommes-nous, comme chercheuses féministes, génératrices et porteuses de savoirs particuliers? Dans quelle mesure ces savoirs ont-ils réussi à s'immiscer à l'intérieur des constructions disciplinaires, à transformer les pratiques de la recherche? On sait que la recherche féministe a profondément questionné les modèles de production scientifique, qu'elle a suscité une réflexion épistémologique sur les relations entre les chercheuses et les sujets de la recherche, etc. Par le détour de la précarité et de la difficulté pour les jeunes chercheuses de trouver une niche dans le réseau universitaire, je pense que ces questions ont été sinon directement, du moins substantiellement abordées.

Les parcours des chercheuses présentes laissent apparaître un type de chercheuses moins attachées à une discipline particulière qu'à une approche qui veut saisir la réalité sociale dans toute sa complexité, laquelle exige une ouverture à la transdisciplinarité. Or, l'institution universitaire demeure, sous cet angle, un milieu extrêmement conservateur. Chaque discipline défend jalousement ses frontières, revendique ses approches théoriques, ses concepts. Les départements, lors de l'embauche, semblent plus soucieux d'assurer la continuité d'une programmation que d'encourager l'innovation, concept pourtant bien à la mode, tout comme ceux de multi, de pluri et de transdisciplinarité.

Par ailleurs, les critères prévalant plus que jamais à l'embauche, axés sur la performance et la notoriété, nuisent souvent aux candidatures féminines. Malgré ce que certains peuvent penser, les

chercheuses féministes ne visent pas une définition à la baisse de la notion de compétence. Elles remettent en question l'androcentrisme des critères de performance tels qu'ils sont actuellement définis et appliqués. Ces critères sont de plus en plus quantitatifs (lire « nombre de lignes au c.v. ») sans autrement questionner la validité d'une telle mesure. Comment comparer un article de quelques pages cosignés par six auteurs avec un article de plusieurs pages produit par une seule personne? Vérifie-t-on la contribution originale du sixième article publié sur le même thème? Les critères qui régissent l'obtention de bourses, notamment pour les études postdoctorales, comme celui de s'expatrier, sont-ils les seuls pertinents pour mesurer la capacité d'une chercheuse à travailler dans des contextes différents, de composer avec des approches autres que la sienne? Une expérience dans une équipe multidisciplinaire ne pourrait-elle pas rendre compte également de cette capacité? L'obligation de devoir continuer ses études ailleurs pose des exigences difficiles à rencontrer pour les mères étudiantes qui se voient ainsi déclassées par des collègues plus mobiles. Ces questions de culture organisationnelle, sans parler de l'organisation du travail, demandent certainement à être approfondies afin d'en dégager les impacts sur la progression des chercheuses en général et des chercheuses féministes en particulier. Si les étudiantes sont de plus en plus nombreuses à l'université, il en est autrement chez le personnel enseignant.

De l'avant-garde à la relève

La question de la relève en études féministes a d'ailleurs permis de mettre au jour certaines stratégies déployées par ces chercheuses féministes de la première heure. Anita Caron, qui a été une de ces pionnières à l'UQAM à l'époque où l'institution était créée, a différé l'heure de la retraite le temps d'être assurée que son poste serait comblé par une chercheuse féministe. Plusieurs chercheuses féministes sont appelées à prendre leur retraite dans les prochaines années et il faut être bien naïve pour penser que la vigilance ne sera pas nécessaire pour assurer que les études féministes ne perdent le peu de terrain conquis ces trente dernières années. Il faudra travailler non seulement à la définition des postes et aux critères de sélection, mais selon moi, il devient nécessaire de pousser plus avant la réflexion sur l'organisation et la culture du travail en milieu universitaire, un terrain peu occupé actuellement.

Des réseaux multiples

Un nombre croissant de femmes complètent une maîtrise ou un doctorat, constituant ainsi un bassin de chercheuses que les réseaux publics et parapublics n'absorbent pas totalement, loin s'en faut. Plusieurs des participantes à la journée ont un statut de chercheuses autonomes et réalisent des contrats de recherche pour des organismes communautaires et des groupes de femmes. Or, le Réseau québécois des chercheuses féministes rejoint surtout des chercheuses des universités et de la fonction publique. Devant ce phénomène en émergence, la question de la mise en réseau de ces chercheuses indépendantes entre elles, mais également avec les autres chercheuses, se pose avec pertinence.

La journée s'est ainsi terminée sur ces quelques pistes d'action et de réflexion, notamment l'urgence d'agir sur les facteurs qui exercent une discrimination à l'endroit des chercheuses des communautés culturelles, les réflexions et stratégies à développer quant à l'intégration des femmes et des chercheuses féministes au sein des universités, et la mise en réseau des

chercheuses féministes autonomes. Une proposition très concrète a été faite à l'effet que le Réseau achemine une demande à l'ACFAS afin que la politique des frais d'inscription soit revue de manière à ne pas opposer un frein aux chercheuses autonomes et aux représentantes des groupes de femmes qui désirent participer ou assister au congrès annuel, et plus particulièrement, aux sessions consacrées à la recherche féministe. Les mises en réseau, le maillage, pour reprendre une expression en vogue, exigent ces espaces-temps, ceux du Réseau, ceux de l'ACFAS et autres colloques et il faut travailler à ce qu'ils soient le plus inclusifs possible.

**La même journée d'étude du 29 mars, telle que vécue par
Chantal Doré, Service de soutien aux programmes, à l'enseignement et à la recherche, CLSC de
Sherbrooke**

La journée d'étude s'est déroulée sous le signe de la diversité. Bien que ce terme soit parfois galvaudé, en relisant mes notes j'ai tout de même pensé que ce qualificatif décrivait bien les propos qu'avait tenus les chercheuses lors de la table ronde et au moment des échanges qui ont suivi avec les participantes de la salle. Diversité des conditions de vie des femmes et diversité de leurs expériences qui oblige à raffiner notre lecture des situations et à élargir notre compréhension des enjeux en cause. Cette diversité des femmes et de leurs expériences n'empêche pas de noter les points communs qui se dégagent de leurs propos.

Bien que l'on constate une variété significative des parcours professionnels des unes et des autres, ceux-ci sont tous marqués par une activité partagée entre la recherche et une autre pratique. Ainsi, on se définit comme chercheuse et... intervenante, activiste, enseignante, coordonnatrice, etc. Bref, on porte plusieurs chapeaux professionnels et les chapeaux personnels et professionnels s'entremêlent plus ou moins joyeusement selon les histoires rapportées.

Deuxièmement, la vie professionnelle et la vie personnelle sont très liées et s'influencent énormément. Rien de bien nouveau sous le soleil. Régulièrement, les événements liés à la vie personnelle vont orienter les trajectoires professionnelles, bien plus souvent dans ce sens d'ailleurs que l'inverse.

Troisièmement, et ce, pour la majorité des participantes à la journée d'étude, le parcours professionnel est morcelé, irrégulier et, surtout, marqué par la précarité malgré l'immense capacité d'adaptation et la polyvalence que requiert leur condition sociale particulière. La précarité semble prendre souvent appui sur des mécanismes structurels qui forment autant d'obstacles à la reconnaissance professionnelle qu'à une certaine sécurité. On invoque ici l'effet d'invisibilité rattaché au travail autonome ou contractuel, le statut d'immigrante, les normes restrictives liées aux prestations d'assurance-emploi, les mécanismes très sélectifs (parfois même discriminatoires en regard de la condition de vie des femmes – cheffe de famille, instabilité professionnelle, non-appartenance institutionnelle, etc. –) des organismes qui octroient subventions et bourses d'excellence. La situation décrite par les participantes varie évidemment selon, entre autres, qu'elles appartiennent à une famille qui perçoit un simple ou un double revenu. Certaines des conditions d'existence en recherche amplifient d'autant plus la précarité quand il y a cumul; par exemple, le statut d'immigrante ne se vit pas de la même manière si, justement, la situation monétaire en est une de simple revenu, s'il y a ou non présence d'enfant-s. Il ressort par ailleurs clairement des interventions des participantes que si le travail contractuel

peut permettre dans certains cas de mieux concilier travail et famille et d'avoir une certaine indépendance vis-à-vis des employeurs, ceci n'est possible que dans la mesure où la famille en question bénéficie d'un double revenu!

Selon les données d'une recherche réalisée par des membres du Réseau des chercheuses d'origines diverses, le statut d'immigrante accentue en fait considérablement les problèmes vécus par les femmes en situation de marginalité : difficulté d'intégration à la recherche, manque de reconnaissance de leurs savoirs, formations et expériences, faible connaissance ou reconnaissance de leurs préoccupations de recherche, peu d'ouverture à des possibilités de publication pour leurs écrits. On a en outre souligné qu'après avoir travaillé comme assistantes appréciées dans un groupe de recherche s'intéressant à des sujets dont elles ont une connaissance intime (problématiques liées à l'immigration ou aux communautés culturelles, par exemple), des chercheuses issues de ces milieux se voient trop souvent ignorées quand il s'agit d'intégrer les rangs en tant que chercheuses officiellement reconnues.

Des questions me viennent souvent à l'esprit au fil des colloques et des événements féministes intellectuels auxquels je participe depuis quelques années : arrivons-nous à vraiment influencer la recherche? Laissons-nous véritablement des traces? Est-ce que les réflexions féministes aux plans épistémologique, culturel, cognitif, etc. colorent d'une façon significative les cultures de recherches traditionnelles dans lesquelles nous baignons? Reconnaît-on les savoirs produits dans une perspective féministe? La réponse m'apparaît toujours mitigée. En tout cas, je pense que les chercheuses féministes doivent jouer sur deux tableaux simultanément : d'une part, favoriser la mise en place de structures de recherche féministe qui assurent une visibilité et une appartenance à un réseau tout en offrant un soutien logistique et structurel et, d'autre part, continuer d'agir le plus possible sur les cultures traditionnelles de recherche.

Et puisque la recherche se fait aussi en milieux scientifiques autres qu'universitaires, il faut envisager le fait que ces nouveaux espaces peuvent également constituer des opportunités à saisir et des lieux à investir.

Présentation de la bibliothèque virtuelle et de la « Collection F » du CDÉACF

**Par Julie Leclair, Bibliothécaire, Responsable du développement des collections
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)
110, rue Sainte-Thérèse, bureau 101 - Montréal (Québec) - H2Y 1E6 Canada
tél. : (514) 876-1180 #200 - téléc. : (514) 876-1325 - <http://www.cdeacf.ca>**

Présentation générale du projet de bibliothèque virtuelle

Le 6 mars dernier, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) a mis en ligne une nouvelle collection documentaire : La Collection F. Ce faisant, le CDÉACF crée la bibliothèque virtuelle du patrimoine documentaire communautaire canadien francophone. Il s'agit d'une bibliothèque dont les documents sont entièrement numérisés et accessibles en texte intégral sur Internet.

La collection du mouvement féministe canadien francophone - La Collection F - comprend plusieurs centaines de documents produits par des regroupements féministes communautaires canadiens, dont des québécois, au cours des quarante dernières années. Cette collection est constituée de 1500 documents (rapports de recherche, documents didactiques, périodiques, documents vidéo et audio, etc.) qui font partie de ce qu'on appelle communément la « littérature grise », c'est-à-dire qu'ils échappent aux circuits commerciaux de l'édition et de la diffusion.

Aperçu du projet

La collection virtuelle mise en ligne met la population canadienne, et plus particulièrement les jeunes et les adeptes de l'acquisition continue du savoir, en contact avec une partie cruciale du riche patrimoine du Canada. Cette collection virtuelle fera connaître l'histoire du mouvement communautaire féministe. Nous avons créé des capsules d'information sur l'histoire des femmes pour divertir et informer agréablement le public et les jeunes plus particulièrement. De plus, bien que le contenu de notre collection soit uniquement en français, nous avons cru bon de faire traduire quelques sections du site afin que des informations sur la collection puissent être accessibles à un plus large public.

La mise en ligne de cette collection permet la diffusion de centaines de documents normalement peu ou pas diffusés et menacés de disparition. En effet, une part non négligeable du patrimoine documentaire disparaît de manière naturelle : papier acidifié qui tombe en poussières, documents agressés par la lumière, la chaleur, l'humidité ou la poussière. À ces causes naturelles s'ajoute l'absence de mesures concrètes visant à collecter, conserver et diffuser le patrimoine documentaire. Le patrimoine documentaire issu du milieu communautaire est inestimable. Hélas, il est menacé par une foule de facteurs : la grande mobilité des intervenantes et intervenants, la précarité et les aléas de l'existence des groupes, l'absence de dépôt, une diffusion généralement limitée, etc.

Tous les organismes éditeurs, les groupes qui déposent leurs documents à la bibliothèque virtuelle, ont accepté de signer deux types de contrats afin d'autoriser le CDÉACF et le gouvernement canadien et ses sous-contractants à numériser et à diffuser leurs publications. Sur le site Web de la collection virtuelle, un avis de droit d'auteur informe les usagères et les usagers que les publications sont protégées par droit d'auteur. Les droits d'auteur peuvent donc être reconnus dans l'environnement en ligne : la création et l'utilisation de contenu en ont été facilitées. Grâce aux métadonnées, aux bases de données et aux outils de recherches, les ressources de la collection virtuelle peuvent facilement être repérées parmi les millions de ressources disponibles sur l'Internet. Les ressources créées sont toutes documentées au moyen de métadonnées appropriées; celles-ci fournissent une description détaillée et cohérente des ressources et aident les utilisatrices et les utilisateurs à les repérer.

Les documents produits par les groupes féministes présentent un grand intérêt national, que ce soit sur le plan de l'histoire des idées ou des politiques sociales et sur le plan, plus général, de l'histoire des femmes au Canada. Il n'existe nulle part ailleurs d'initiative ayant pour objectifs de diffuser et de mettre en valeur la production documentaire communautaire francophone féministe, de répondre aux besoins d'information des chercheur-e-s, des étudiant-e-s et du public en général sur le mouvement communautaire francophone féministe, de développer au sein du

monde communautaire la volonté de créer et conserver sa mémoire. Bref, cette collection virtuelle est unique!

Et nous vous invitons à visiter la bibliothèque virtuelle : <http://bv.cdeacf.ca/>
Et à y déposer vos productions en me contactant : leclair@cdeacf.ca

Compte rendu de l'un des colloques féministes de l'ACFAS

Par Micheline Beauregard, Adjointe à la titulaire, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, Université Laval

Cette année, le congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) avait lieu à Rimouski du 19 au 23 mai 2003. Comme à chaque année, la Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes avait organisé un colloque sous la coresponsabilité de la titulaire, Pierrette Bouchard, et de Lucie Gélinau, chercheuse postdoctorale à la Chaire d'étude.

Le colloque/atelier intitulé : « Les méthodologies de recherche féministes dans un contexte de mondialisation et de globalisation : la nécessité d'innover » a eu lieu le mercredi 21 mai et il a suscité beaucoup de réflexion en ces temps où la mondialisation et la globalisation en cours nous forcent à remettre sur le chantier certaines de nos conceptions à propos de la recherche féministe.

La conférence d'ouverture du colloque a été prononcée par Madame Danielle Magloire, de l'organisme autonome TAG, en Haïti. Après avoir précisé que les femmes sont vraiment interpellées par la mondialisation, entre autres parce que des politiques économiques de toutes sortes, et qui concernent tout autant les femmes que les hommes, se prennent à l'international, la conférencière a souligné qu'au Sud en général et en Haïti en particulier, l'essentiel de la recherche centrée sur les femmes ne se fait pas, selon elle, dans les universités. TAG est justement une organisation non universitaire mise sur pied par des citoyennes préoccupées de faire en sorte que la recherche qu'elles développent serve bel et bien aux groupes de femmes d'Haïti. Un souci de niveler les relations de pouvoir entre individus comme aussi entre les groupes, une attention pour traduire concrètement les résultats de recherche auprès de la population animent les chercheuses féministes de l'équipe du Bureau d'Études TAG. Elles s'appliquent également à identifier des moyens de refuser le clivage sujet/objet présent dans le discours sur la mondialisation et en recherche.

Madame Magloire a déploré le fait que trop souvent les recherches faites par des personnes venues du Nord ne bénéficient pas au Sud parce que les résultats n'y reviennent tout simplement pas. Se reconnaître comme des « pareilles » et se respecter mutuellement en tant que telles est une nécessité en recherche comme en tout autre chose, a-t-elle rappelé. Les problématiques et les besoins se recoupent à divers degrés : au Nord comme au Sud, on doit se préoccuper de la violence sexuelle, de l'avortement, de la migration des personnes, etc. Elle a insisté sur la difficulté que rencontrent les chercheuses du Sud pour faire connaître leurs propres recherches : la diffusion vers le Nord ne se fait pas, surtout en raison de difficultés d'accès aux technologies. À la fois le coût et la disponibilité sont en cause ici : les multinationales vendent au prix fort l'appareillage nécessaire, l'électricité est un problème et Internet reste en définitive une possibilité seulement pour une minorité de femmes dans un pays où la pauvreté sévit à grande

échelle. Sans compter que cette nouvelle technologie repose aussi sur l'instruction et que, si garçons et filles ont également « accès » à l'éducation, l'inquiétante déperdition en cours de route du nombre des filles dans le système d'éducation haïtien ne facilite pas les choses à ces dernières et les éloignent davantage que les garçons des possibilités d'ouverture sur le monde que favorise Internet. Des « passerelles » sont donc nécessaires pour faire circuler l'information et les résultats de recherche dans un sens comme dans l'autre.

La préférence avouée de la conférencière pour le terme « globalisation » (malgré le fait que ce terme soit un anglicisme) vient du fait, précise-t-elle, qu'elle accole à ce dernier terme une notion de « sacralisation du pouvoir des marchés » alors que mondialisation s'appuierait plutôt sur une idée d'espace, de géographie. Les idéologies possèdent le pouvoir de faire peau neuve au besoin, ajoute-t-elle en nous ramenant à l'arrivée de Christophe Colomb aux Amériques, moment historique où des rapports de pouvoir particulièrement évidents se sont installés entre l'Europe et les colonies. On voit bien que la mondialisation et la globalisation ne sont pas des phénomènes nouveaux...

Madame Magloire plaide ouvertement pour l'inclusion en recherche de « l'intelligence émotive », parce que se soucier des autres est d'une importance capitale dans un contexte de mondialisation et de globalisation où tous les efforts doivent être consentis pour contrer un patriarcat toujours à l'état endémique du fait que, lui aussi, soit une idéologie qui a la faculté de faire peau neuve quand les circonstances l'exigent... La conférencière craint en gros la subrogation de la recherche aux politiques et aux objectifs des organismes multilatéraux, comme par exemple l'ONU, et elle précise que même là où il y a pauvreté, il faut miser sur les savoirs. Cela devient, selon elle, une nécessité pour assurer un « mieux-être » dans les pays du Sud.

Une table ronde a suivi la conférence d'ouverture et a permis de continuer à mieux situer le contexte féminisme, globalisation et mondialisation, pour se prolonger par des exemples de problématiques de recherche traitant de mondialisation ou de globalisation et des enjeux méthodologiques soulevés. L'après-midi s'est ouvert par une deuxième table ronde consacrée à une réflexion sur comment les méthodologies de recherche féministes sont interpellées par la globalisation. Cette table ronde a été suivie de communications centrées sur les outils et innovations méthodologiques.

Vous aurez par ailleurs l'occasion d'en savoir plus et de raffiner vos connaissances sur les questions soulevées et les réorientations obligées que la mondialisation et la globalisation provoquent actuellement au sein de la recherche féministe puisque les organisatrices du colloque publieront un livre à partir des communications enrichies des participantes.

Une petite réception-lancement a terminé agréablement cette journée bien remplie. On y a entre autres remis le Prix en études féministes à Madame Marie Légaré pour son mémoire de maîtrise en développement régional intitulé *Les femmes aidantes de la MRC de Rimouski-Neigette, des actrices de développement social au cœur du virage ambulatoire*. La directrice de son mémoire était la professeure Nicole Thivierge. Le prix en « Études féministes » est offert tous les ans (depuis 1990) dans le cadre du Congrès de l'Acfas par la Chaire d'étude Claire-Bonenfant, conjointement avec l'université qui reçoit le congrès et qui est alors responsable du concours. Félicitations à Madame Légaré pour l'obtention de ce prix dont le montant est de 1 000 \$. Vous

retrouvez dans la rubrique « nouvelles parutions » du présent bulletin quelques-uns des titres de livres et cahiers qui ont été lancés lors de cette rencontre placée sous le signe de l'amitié.

À propos du colloque international d'avril dernier « L'accès des femmes à l'économie à l'heure de l'intégration des Amériques : quelle économie »

Par Anita Caron

Tel était le thème du colloque international qui s'est tenu du 23 au 26 avril 2003 à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université Concordia. Le colloque s'inscrivait dans les activités proposées pour la mise en réseau de chercheuses et d'intervenantes en vue d'un renouvellement de théories et de pratiques économiques et politiques pouvant contribuer au développement d'un projet démocratique de société et à la transformation des rapports sociaux de sexe. Ce colloque était également sous l'égide de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes qui en assurait la co-organisation avec le Réseau.

Le colloque était sous la responsabilité de Lucie Lamarche, professeure de Sciences juridiques à l'Université du Québec à Montréal et de Margie Mendell, professeure à l'École des affaires publiques et communautaires à l'Université Concordia, toutes deux co-chercheuses dans le cadre de cette démarche subventionnée par le Conseil de recherche en Sciences humaines du Canada.

Quatre-vingt-dix chercheuses et intervenantes provenant du Québec, de l'Ontario, des États-Unis, de l'Amérique latine, de la France, du Royaume-Uni, de Haïti y ont participé. Les thèmes abordés lors des plénières et des ateliers ont été les suivants : féminisme; patriarcat et approches économiques hétérodoxes; pauvreté et citoyenneté; patriarcat et marché; mondialisation et marché; développement durable et équitable pour les femmes; femmes et travail et femmes et accords de commerce à l'heure de la Zléa; femmes et services de soins; politiques sociales et mondialisation; femmes et intégration économique des Amériques.

Les communications et les échanges qui ont eu lieu au cours de ces journées intenses de débats ont permis de constater de quelle façon le phénomène de la mondialisation reposait sur des rapports de sexe qui asservissent une large proportion de femmes dans les pays industrialisés tout autant que dans les régions en développement. Des concepts tels que patriarcat, marché ont pu être clarifiés. Des stratégies à promouvoir en vue d'un développement durable et équitable ont pu être identifiés.

Les participantes ont pris conscience plus précisément de quelle façon il était urgent d'en arriver à concevoir l'économie sur des paradigmes autres que celui du marché et cela en prenant en compte l'intégration différenciée des femmes à la famille et à l'emploi de même qu'aux différentes instances de pouvoir.

On a procédé, au moment du colloque, au lancement de trois publications faisant état des débats tenus lors d'activités précédentes tenues à Québec : l'une sur les transformations des systèmes de santé dans le monde et au Québec (hiver 2002), l'autre sur la sécurité économique des femmes (automne 2002). Il s'agit d'abord d'un ouvrage sous la direction de Francine Saillant et de

Manon Bouliane qui a pour titre : *Transformations sociales, genre et société*. Le volume de 314 pages a été publié dans la Collection « Sociétés, culture et santé » par l'Harmattan et les Presses de l'Université Laval.

Il s'agit également de cahiers produits en lien avec les travaux de l'atelier sur la sécurité économique des femmes que l'on peut se procurer à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM ou à Relais-femmes. L'un reproduit les actes de cet atelier et a pour titre : *La sécurité économique des femmes : les critiques féministes du discours économique dominant et les nouvelles avenues sociales*. Le cahier est sous la direction de Sylvie Morel, Louise Brossard, Anita Caron, Nadine Goudreault. L'autre porte sur *L'allocation d'existence* et présente quelques propositions québécoises à ce sujet.

Ces publications se veulent des moyens de poursuivre le débat et de nourrir la résistance active et concertée de chercheuses et d'intervenantes sur l'appauvrissement et l'exclusion d'une trop large proportion de femmes qui ne bénéficient pas encore du droit d'être des citoyennes égales sur les plans social et économique.

Tout au cours de ces trois années de travaux menés en commun, divers projets de recherche et de formation ont pris forme dont un projet-pilote de formation, orienté dans une perspective de recherche-action, destiné à des groupes de femmes du Québec, de la France et de la Belgique. Le projet est sous la responsabilité de Sylvie Morel, Marie-Lise Semblat, Ruth Rose, Louise Brossard, Nadine Goudreault, France Tardif et peut compter sur la collaboration de Relais-femmes, d'Aster, du CIAFT et de la Marche mondiale des femmes. Il vise, entre autres, à doter les groupes de femmes et les groupes communautaires et syndicaux d'une connaissance de base des mécanismes et des rouages concrets de l'économie de marché en questionnant et déconstruisant les concepts sur lesquels elle se fonde et en tenant compte de pratiques, des savoirs et des revendications de personnes sur le terrain.

Le 30^e anniversaire du CSF : un franc succès!

Par Betty Guedj, Conseil du statut de la femme

Les activités pour souligner le 30^e anniversaire du CSF ont connu un franc succès, tant en terme de participation que de satisfaction. Rappelons que celles-ci se sont déroulées à Montréal du 23 au 25 mai et comprenaient un colloque, un spectacle, deux jours d'agora au Complexe Desjardins et la projection de films à la Cinémathèque.

Le colloque qui a réuni quelque 300 personnes, a permis de soulever des questionnements et des discussions sur les stratégies d'avenir du mouvement féministe en tenant compte des nouveaux éléments de contexte de la conjoncture québécoise et internationale. D'entrée de jeu, les résultats d'un sondage commandé par le Conseil du statut de la femme, portant sur la perception de la population à l'égard du féminisme, ont été dévoilés. C'est avec beaucoup de plaisir et peut-être d'étonnement que nous avons appris qu'une forte proportion de la population reconnaît que le féminisme a influencé positivement la société québécoise que ce soit en favorisant l'égalité entre les femmes et les hommes, en améliorant la qualité des liens entre les pères et leurs enfants, en

dénonçant et en combattant la violence conjugale et en augmentant la richesse des ménages. Pour 76 % des 1 000 répondants et répondantes, le mouvement féministe doit continuer ses luttes. Il doit notamment, selon les personnes sondées, aider les femmes ailleurs dans le monde, travailler pour une meilleure répartition des tâches dans la vie privée, assurer la relève du mouvement féministe et élargir le mouvement aux hommes. C'est donc sur cette note positive qu'ont été abordées les conférences qui ont notamment permis de connaître les stratégies utilisées en Europe comme le *mainstreaming* (au Québec, l'analyse différenciée selon les sexes) et de comprendre l'absence de stratégies communes aux États-Unis. Un panel réunissant une dizaine de femmes du milieu féministe, journalistique et syndical a permis de confronter les opinions concernant la nécessité ou non pour le mouvement féministe d'adopter de nouvelles approches dont la création d'alliances avec des hommes qui partagent nos idéaux de justice et d'équité entre les hommes et les femmes ou le recentrage des champs d'action. **Les textes des conférences seront disponibles sur le site Web du CSF et les actes du colloque le seront en automne.**

La ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, responsable de la condition féminine, M^{me} Michelle Courchesne, a clôturé la journée en affirmant sa ferme intention de s'attaquer aux problèmes et iniquités qui persistent encore pour les femmes. Elle a notamment confirmé le maintien du programme *À égalité pour décider*. Elle a également souligné son intention d'aborder de front le problème de la violence dans les communautés autochtones.

Si vous ne faites pas partie des quelques 900 personnes qui ont assisté au spectacle qui avait lieu au Spectrum, vous avez manqué un très beau moment. Tantôt touchante, tantôt hilarante, cette belle prestation artistique a réuni avec une complicité sans pareille plus de 40 artistes pour rappeler l'apport des femmes à la culture. Plusieurs anciennes ministres de la condition féminine ainsi que M^{me} Marie-Claire Kirkland, première femme députée et ministre, avaient accepté l'invitation à assister au spectacle.

Outre les deux activités précédentes, le Conseil avait convié le grand public à une agora au Complexe Desjardins les 23 et 24 mai où l'on présentait une exposition de photos de femmes datant entre 1860 et 1961, une vidéo réalisée par Vidéo Femmes sur la contribution du féminisme dans notre société et des séances de clavardage avec Aline Desjardins, Florence Montreynaud ou Lucie Pagé en direct de Johannesburg, sur le thème des enjeux de l'avenir. Le 24 mai, trois débats : les amoureuses, les mères et les citoyennes, animés par Françoise Guénette ont ponctué la journée. Le clou de la journée du samedi a certes été la remise des prix aux compagnons de route par M^{me} Lise Payette, qui n'a rien perdu de son mordant. Vous trouverez également sur le site du CSF la liste de ces hommes qui ont partagé ou appuyé les luttes des femmes. Parmi les personnalités connues, mentionnons D^r Henry Morgentaler, Jacques Languirand et Yvon Deschamps.

La Cinémathèque offrait pour l'occasion une programmation spéciale consacrée à la cinéaste Mireille Dansereau et à des émissions de Femmes d'aujourd'hui animées pendant seize ans par Aline Desjardins. Des propos qui permettaient, dans certains cas, de mesurer les progrès accomplis depuis trente ans mais aussi, dans d'autres cas, de constater que certains sujets sont encore d'actualité.

À l'automne, certaines de ces activités seront reprises dans d'autres régions, notamment au Musée de la civilisation à Québec.

Questions d'équité en éducation et formation

Une invitation à un colloque : 21-22 août 2003
Université de Montréal – Faculté des sciences de l'éducation
Responsables : Claudie SOLAR et Fasal KANOUTÉ

Lieu : Pavillon Lionel-Groulx, 3200, rue Jean-Brillant, local B-2305
Métro Côte des Neiges ou Université de Montréal

Problématique :

Parler d'équité en éducation et formation consiste à poser un regard sur les politiques et les pratiques du système éducatif, scolaire et extra-scolaire, qui ne résultent pas en un traitement juste à l'égard des personnes dont la diversité colore la mosaïque sociale. Dans cette perspective, le principe d'équité vise à offrir une éducation ou une formation qui tienne compte de ces personnes, quels que soient leur genre, leur classe sociale, leur appartenance ethnoculturelle ou leurs capacités et qui leur ouvrent les portes d'un avenir à la mesure de leurs aspirations.

Le colloque *Questions d'équité en éducation et formation* offre un espace d'apprentissage, de réflexion et de partage dans lequel seront abordés certains éléments de cette problématique. Il y sera question de genre et de culture; de réussite scolaire et de réussite sociale; d'éducation des jeunes et des adultes; de discrimination systémique. Il a pour but de sensibiliser ou de former à la problématique de l'équité et aux modalités de mise en place de pratiques équitables.

Le colloque s'adresse à toute personne intéressée par cette problématique et particulièrement à celles qui oeuvrent :

- au préscolaire-primaire et au secondaire,
- à l'éducation des adultes, à la formation professionnelle et à l'éducation populaire ;
- en formation initiale et continue en éducation et formation ;
- en santé communautaire et en service social ;
- en milieu communautaire, en milieu de travail et en milieu syndical.

Pour information et pour s'inscrire :
colloque-equite@scedu.umontreal.ca
<http://www.scedu.umontreal.ca>
<http://crifpe.scedu.umontreal.ca>

Nouvelles parutions

Par Micheline Beauregard

N.B. Nous vous rappelons qu'il suffit de nous en faire part pour que vos nouvelles publications soient mentionnées dans cette rubrique.

BOUCHARD, Pierrette, Jean-Claude ST-AMANT, Natalie RINFRET, Claudine BAUDOUX, Natasha BOUCHARD

Dynamiques familiales de la réussite scolaire au secondaire (tome I). Québec, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, 2003, 162 p.

Les héritières du féminisme (tome II). Québec, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, 2003, 270 p.

BOUCHARD, Pierrette, Isabelle BOILY et Marie-Claude PROULX

La réussite scolaire comparée selon le sexe : catalyseur des discours masculinistes, Ottawa (Ontario), Condition féminine Canada, 2003, 142 p.

FRIGON, Sylvie

L'homicide conjugal au féminin. Du « matricide » à la légitime défense..., Montréal, les éditions du remue-ménage, 2003, 151 p.

GEADAH, Yolande

La prostitution : un métier comme un autre? Montréal, VLB éditeur, 2003.

LÉVESQUE, Andrée (dir.)

Madeleine Parent, militante, Montréal, les éditions du remue-ménage, 2003, 126 p.

MOREL, Sylvie, Louise BROSSARD, Anita CARON et Nadine GOUDREAU (dir.)

La sécurité économique des femmes : les critiques féministes du discours économique dominant et les nouvelles avenues de politiques sociales, Actes de l'atelier des 3 et 4 octobre 2002.

Vous pouvez vous procurer ce document en vous adressant à :

Institut de recherches et d'études féministes

Université du Québec à Montréal

Case postale 8888, succursale Centre-ville

Montréal (Québec), H3C 3P8

Canada

Tel.: (514) 987- 6587

courriel: iref@uqam.ca

site internet: <http://www.unites.uqam.ca/iref>

SAILLANT, Francine et Manon BOULIANE (dir.)

Transformations sociales, genre et société, Montréal et Québec, l'Harmattan et les Presses de l'Université Laval, 2002, 314 p.

CAHIERS DE RECHERCHE DU GREMF

Cahier n° 85, par Olivier MBENZA MBODO

Femmes, société et sacré. L'asymétrie des rapports sociaux de sexe et la relation femmes/sacré, 129 p.

Cahier n° 86, par Annie MAURICE

La représentation des femmes chez George Sand, trois romans sous le Second empire, 166 p.

LE GREMF ÉDITE

Le n° 19, par Caroline CARON

Introduction à la documentation anglophone sur l'analyse des magazines féminins à grand tirage (1978-2001), 68 p.

Le n° 20, par Nicole BRAIS et Winnie FROHN

Mouvement féministe et politique municipale à Québec : la construction d'un objet d'action, 78 p.

Vous pouvez vous procurer les *Cahiers de recherche du GREMF* et *Le GREMF éditée*, de même que *Dynamiques familiales de la réussite scolaire au secondaire* (tome I) et *Les héritières du féminisme* (tome II) en vous adressant à :

La Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes

Pavillon Charles-De Koninck, bureau 1475

Cité universitaire (Québec) G1K 7P4

Téléphone : (418) 656-2922

Télécopieur : (418) 656-3266

Courriel : cecful@ulaval.ca

En terminant cette rubrique, je signale que Claudie Solar a collaboré avec la Direction générale de la formation professionnelle et technique à la publication de cinq ouvrages :

Ministère de l'éducation du Québec. 2003. *L'ingénierie de la formation professionnelle et technique au Québec. Un système intégré d'ingénierie de gestion et de formation*, Québec : Ministère de l'Éducation, Ingénierie de la formation professionnelle et technique. (disponible en anglais : *Vocational and technical education in Quebec*; et en espagnol : *La formación profesional y técnica en Quebec*), 108 p.

Ministère de l'éducation du Québec. 2002. *Ingénierie de la formation professionnelle et technique*, CD-ROM, Québec : Ministère de l'Éducation, Direction de la formation professionnelle et technique et de la formation continue. Agence intergouvernementale de la Francophonie.

Ministère de l'éducation du Québec. 2002. *La mise en œuvre locale de la formation professionnelle et technique*, Québec : Ministère de l'Éducation, Direction de la formation professionnelle et technique et de la formation continue. Agence intergouvernementale de la Francophonie.

Ministère de l'éducation du Québec. 2002. *Orientations, politiques et structures gouvernementales*, Québec : Ministère de l'Éducation, Ingénierie de la formation professionnelle et technique. Agence intergouvernementale de la Francophonie, 54 p.

Ministère de l'éducation du Québec. 2002. *La gestion centrale*, Québec : Ministère de l'Éducation, Ingénierie de la formation professionnelle et technique. Agence intergouvernementale de la Francophonie.

Ministère de l'éducation du Québec. 2002. *Le développement des programmes*, Québec : Ministère de l'Éducation, Ingénierie de la formation professionnelle et technique. Agence intergouvernementale de la Francophonie, 108 p.

Dernière heure :

On annonce l'arrivée en librairie dès le 19 août 2003 de *l'Anthologie de la pensée féministe au Québec, 1900-1985*, de Micheline Dumont et Louise Toupin. Publié aux éditions du remue-ménage, ce livre est attendu avec impatience par toutes les féministes du Québec (752 p. – illustré –).

Avis de recherche - petit appel à toutes!

Par Micheline Beauregard

De nouvelles professeures ont obtenu des postes dans les universités ces dernières années. Certaines d'entre elles enseignent dans leur discipline en adoptant une perspective féministe, mais ce n'est pas toujours visible dans le titre des cours dispensés. Le repérage de celles (et ceux) qui partagent un engagement féministe ne se faisant pas facilement, ce serait un bon coup de main si chacune des membres du RQCF s'arrêtait un moment pour faire connaître toutes ces nouvelles collègues qui viennent enrichir les rangs. Nous en sommes à un moment où le corps professoral des universités se renouvelle et nul doute que les outils dont nous disposons pour nous faire connaître les unes aux autres au début des années quatre-vingt-dix ont beaucoup vieilli, et Internet ne remplace malheureusement pas tout...

Je lance ce message comme une bouteille à la mer. Si vous avez des collègues dont vous pensez qu'elles partagent nos préoccupations pour l'amélioration des conditions de vie des femmes, faites-leur suivre mon appel à se faire connaître. Je veux bien servir de rond-point pour cette opération de repérage. Les coordonnées transmises devraient comprendre :

- Nom et prénom
- Adresse professionnelle complète (incluant téléphone, télécopieur, courriel)
- Discipline
- Recherches en cours (subventionnées ou non)
- Champs d'intérêt

Merci de votre attention,

Micheline Beauregard, adjointe à la titulaire (coordonnées sur page suivante)

Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes
Bureau 1475, Pavillon Charles-De Koninck
Université Laval
Cité universitaire (Québec) G1K 7P4
(418) 656-2693
(418)656-3266 (télécopieur)
Micheline.Beauregard@fse.ulaval.ca
<http://www.fss.ulaval.ca/lef/>

Un regroupement de jeunes féministes voit le jour

**Par Pierrette Bouchard, Titulaire, Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes,
Université Laval**

J'ai le plaisir de vous annoncer qu'un groupe de jeunes féministes (plus d'une douzaine) vient de se former au sein de la Chaire d'étude. À la suite d'une troisième rencontre informelle, elles se sont donné le nom de Salvia (de salvia, sauge), pour les vertus médicinales de cette plante qui aiderait à se souvenir et faciliterait la respiration : deux beaux symboles pour imaginer la transmission intergénérationnelle du féminisme et la volonté de se défaire de ce qui est oppressant. Josée Néron en assure la coordination. Je laisse Isabelle Miron vous présenter ci-après leur groupe.

COMMUNIQUÉ

Nous sommes heureuses de vous annoncer la naissance de Salvia, un groupe de discussion et d'échanges formé par des jeunes féministes de l'Université Laval. Constatant que les jeunes féministes avaient beaucoup à dire mais peu d'espace pour le faire, la titulaire de la Chaire Claire-Bonenfant, Mme Pierrette Bouchard, les a invitées à se réunir et à se constituer en groupe. Salvia est formé d'étudiantes et de professeures venant de divers facultés et départements : droit, éducation, psychologie, histoire, sciences politiques, communications, anthropologie.

« Salvia » vient de *salvia*, le nom latin pour la sauge, qui a des vertus pour soigner les pertes de mémoire et facilite la respiration. Le groupe veut donc assurer la vitalité et la pérennité du féminisme universitaire, notamment en donnant plus de visibilité à la relève. Longue vie à Salvia, qui a de fortes chances de faire parler d'elle!

Isabelle N. Miron

N'oubliez pas de renouveler votre adhésion au RQCF (page suivante)



RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES CHERCHEUSES FÉMINISTES

Local 1475, Pavillon Charles-De Koninck
Université Laval
Cité universitaire (Québec)
G1K 7P4
Téléphone : (418) 656-2922
Télécopieur : (418) 656-3266
Courrier électronique : cecful@fse.ulaval.ca

FORMULAIRE D'INSCRIPTION ANNUELLE

ANNÉE 2003

Nom : _____ Prénom : _____

Titre de l'emploi ou de la profession : _____

Coordonnées professionnelles

- Département/service : _____
- Institution : _____
- Adresse : _____
_____ Code postal : _____
- Téléphone : () _____
- Télécopieur : () _____
- Courrier électronique : _____

Coordonnées personnelles :

- Adresse : _____
_____ Code postal : _____
- Téléphone : () _____

Dernier diplôme obtenu :

Niveau • 1^{er} cycle _____ 2^e cycle _____ 3^e cycle _____

Discipline • _____

Champs d'intérêt par ordre d'importance : _____

Cotisation annuelle :	Chercheuse institutionnelle	20 \$
	Chercheuse autonome	15 \$
	Chercheuse étudiante	10 \$

Joindre un chèque ou mandat à l'ordre du Réseau québécois des chercheuses féministes (RQCF) et faites-le parvenir au nom et à l'adresse suivante :

Micheline Beauregard, trésorière
RQCF, Local 1475, Pavillon Charles-De Koninck
Université Laval, Cité universitaire (Québec) G1K 7P4